



HAL
open science

Expression citoyenne et usages d'une plateforme numérique participative locale

Marie Cambone

► To cite this version:

Marie Cambone. Expression citoyenne et usages d'une plateforme numérique participative locale. Les Enjeux de l'information et de la communication, 2023, N° 23/4 (1), pp.43-59. <10.3917/enic.034.0043>. <hal-04546804>

HAL Id: hal-04546804

<https://hal.science/hal-04546804v1>

Submitted on 16 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

Expression citoyenne et usages d'une plateforme numérique participative locale

Article inédit, mis en ligne le 10 juin 2023

Marie Cambone

Marie Cambone est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Grenoble-Alpes, laboratoire GRESEC (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication). Ses recherches portent sur les dispositifs numériques participatifs, développés dans le secteur culturel ou dans celui de l'urbanisme. marie.cambone@univ-grenoble-alpes.fr

Plan de l'article

Introduction

Approche communicationnelle des publics de la participation numérique

Qui sont les participants en ligne ? Entre élargissement de la participation et « empowerment » des participants omniprésents

Publics d'une démocratie contributive ou délibérative ?

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article présente les résultats d'une recherche réalisée auprès d'habitants de Grenoble Alpes Métropole afin de recueillir leurs positions sur la place de la concertation dans leur vision de la politique locale et leurs manières d'appréhender l'usage d'une plateforme numérique participative institutionnelle. Plus précisément, nous présentons les usagers d'une plateforme numérique participative et nous documentons leurs pratiques numériques ainsi que la place qu'ils y accordent dans leur engagement citoyen, qu'il soit individuel ou porté par des collectifs. Ces usagers se perçoivent-ils comme des citoyens contributeurs ou comme un collectif formant un public ?

Mots clés

Publics des concertations, plateforme numérique, Participation, démocratie contributive

Title

The Fabric of Citizen Expression and the power to act of users of a participatory digital platform at the local level

Abstract

This article presents a survey carried out among residents of Grenoble Alpes Métropole in order to collect their opinions on the place of consultation in their vision of local politics

and their ways of understanding the use of an institutional participatory digital platform. More specifically, we present the users of a participatory digital platform, their profiles; we document their digital practices and the place they give to it in their civic engagement, whether individual or carried out by collectives. Do the latter see themselves as a “contributing citizen” or as a collective forming an audience?

Keywords

Audience of consultation, digital platform, participation, contributory democracy

Título

La construcción de la expresión ciudadana y el poder de actuar de los usuarios de una plataforma digital participativa a nivel local

Resumen

Este artículo presenta una encuesta realizada entre los residentes de Grenoble Alpes Métropole con el fin de recoger sus opiniones sobre la importancia de la concertación en su visión de la política local y sus formas de entender el uso de una plataforma digital participativa institucional. Más específicamente, presentamos los perfiles de los usuarios de una plataforma digital participativa ; documentamos sus prácticas digitales y la importancia que le otorgan en su compromiso cívico, ya sea individual o colectivo. ¿Se perciben como “ciudadanos contribuyentes” o como un colectivo que forma un público?

Palabras clave

Público de concertaci Plataforma digital, participaci, democracia contributiva

INTRODUCTION

En 2022, circule encore le discours d'un numérique « facteur d'accroissement de la participation », sur des sites institutionnels français¹, alors même que de nombreuses études ont démontré les limites et le caractère pour le moins optimiste de ce postulat (Bouquillion, Matthews, 2010, p. 13 ; Monnoyer-Smith, 2011). Dans le domaine de la concertation, le développement des « civic tech », pour reprendre l'expression des professionnels de la participation, donne lieu à un champ de recherches prolifique, questionnant un secteur professionnel en train de se structurer et stabilisant ses outils (Douay et Prévot, 2015 ; Autissier *et al.*, 2019). L'étude de projets d'aménagement urbain est particulièrement intéressant car la participation y est parfois une obligation réglementaire, parfois une opportunité pour mener des démarches de concertation volontaires sur des sujets touchant au quotidien des habitants, pouvant fortement mobiliser. A l'échelle d'une métropole française, la participation citoyenne comporte d'autres enjeux, notamment ceux de reconnaissance des compétences métropolitaines en matière de gestion et d'appropriation de l'espace public voire d'appréhension politique et territoriale de la métropole par les habitants. C'est dans cet objectif que Grenoble Alpes Métropole a organisé des rencontres en 2017 : « Les Métropoles à l'écoute des territoires »².

Au niveau local, le sous-titre d'un événement intitulé CivicLab³ dont l'ambition est d'analyser

1. Vie publique, <https://www.vie-publique.fr/eclairage/273796-les-nouvelles-formes-de-participation-citoyenne>, consulté le 13 janvier 2022.

2. ICPC, <https://i-cpc.org/document/les-metropoles-a-lecoute-des-territoires-actes-des-rencontres-de-grenoble/>, consulté le 04 avril 2022.

3. La première édition de ce projet a été analysée par Valérie Peugeot, Clément Mabi et Benjamin Chevallier (Peugeot, *et al.*, 2019).

les « enjeux du numérique pour une ville meilleure à vivre »⁴ indique à quel point le recours au numérique est placé sous le signe de l'évidence sans être questionné et souligne une posture techno-déterministe où le solutionnisme technique est omniprésent (Morozov, 2014). Comme pour d'autres techniques, le développement des plateformes numériques participatives institutionnelles « s'accompagne de la diffusion de discours sociaux qui en font la promotion (publicitaires, politiques, médiatiques, etc.). Cette rhétorique optimiste est destinée à enrôler le plus grand nombre d'acteurs susceptible de concourir à l'implantation de l'innovation » (Proulx, 2020, p. 14). Par « plateforme numérique participative institutionnelle », nous entendons les dispositifs développés par des collectivités territoriales souvent avec l'aide d'agences web visant à gérer le volet numérique des démarches de concertation. Le terme de concertation est utilisé par les acteurs pour définir l'ensemble des démarches qu'ils proposent aux habitants pour accompagner la prise de décision politique. Ces démarches peuvent être définies comme « des processus de construction collective de visions, d'objectifs, de projets communs, en vue d'agir ou de décider ensemble, qui repose sur un dialogue coopératif entre plusieurs parties prenantes et vise à construire de nouvelles coordinations autour d'un ou plusieurs objets problématiques » (Beuret, 2013).

L'orientation de cet article est d'analyser les postures des habitants de la métropole de Grenoble (Grenoble Alpes Métropole) dans les procédures de concertation. Il s'agit d'identifier leurs manières d'appréhender la politique locale et leurs usages d'une plateforme numérique participative institutionnelle. Plus précisément, nous souhaitons mieux connaître les usagers des plateformes numériques participatives, documenter leurs pratiques numériques ainsi que la place qu'ils accordent à ces dispositifs numériques de participation dans leur engagement citoyen, qu'il soit individuel ou porté par des collectifs. Les habitants se perçoivent-ils comme des « citoyens contributeurs » au sein d'une « démocratie contributive » telle que la questionne Clément Mabi (Mabi, 2021) ou comme un collectif formant un public ? Nous répondrons à cette question dans la dernière partie de l'article.

Ainsi, saisissant l'opportunité d'un projet de refonte de la plateforme numérique⁵ développée par l'un des principaux acteurs de la « civic tech » en France, Cap Collectif, nous avons réalisé une enquête auprès d'usagers et non usagers de la plateforme, tous revendiquant un engagement citoyen. L'enquête a été réalisée entre mai et juin 2021 et comportait un volet quantitatif par questionnaire, suivi d'entretiens approfondis de type « trajectoires de vie » afin de mieux comprendre comment les usagers utilisent ces plateformes numériques dans le cadre de leurs pratiques citoyennes.

Dans une première partie, nous présenterons les connaissances actuelles concernant les publics des consultations en ligne ainsi que la méthodologie choisie dans cette enquête. La deuxième partie sera l'occasion de présenter les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés. Nous verrons, sans réelle surprise, que l'enjeu de l'élargissement de la participation reste entier et que ce dispositif infirme en partie la promesse de renouvellement de l'action publique locale par la participation du public en ligne. Dans la troisième partie, nous questionnerons la place des collectifs et des individus sur la plateforme participative numérique, dans l'objectif d'interroger la fabrique de l'expression citoyenne en ligne.

4. L'expression est inspirée du sous-titre de l'un des projets alliant participatif et numérique à Grenoble, le « Grenoble civicLab – Concevoir ensemble le numérique pour une ville meilleure à vivre », <https://grenoble.civiclub.eu/>

5. La nouvelle plateforme <https://participation.lametro.fr/> a été mise en ligne fin mars 2022. Ainsi, les captures d'écran présentes dans cet article ne sont plus accessibles en ligne.

APPROCHE COMMUNICATIONNELLE DES PUBLICS DE LA PARTICIPATION NUMÉRIQUE

Les enquêtes des publics de la participation citoyenne

Les recherches soulignent un décalage fort entre d'un côté les injonctions à la création d'actions publiques participatives qui doivent répondre au renouvellement des pratiques citoyennes et aux demandes de participer à la vie locale et nationale et de l'autre la réalité de la participation.

« Depuis quelques années en France, les aspirations des citoyens à une refonte des institutions démocratiques sont âprement débattues tout en demeurant ambivalentes. D'un côté, la revendication du référendum d'initiative citoyenne (RIC) portée par une large partie du mouvement des Gilets jaunes ou la récente tenue de la Convention citoyenne sur le climat laissent penser que ces aspirations gagnent la population française. D'un autre côté, les chiffres toujours plus élevés de l'abstention électorale et la très grande fragilité d'une « demande sociale » de participation (Mazeaud & Nonjon, 2018) font planer un doute persistant sur l'ampleur et la nature de ces aspirations. » (Gourgues et al., 2021, §1).

De nombreuses études en sciences politiques, sociologie de l'engagement, sciences de l'information et de la communication cherchent à identifier les publics des dispositifs participatifs, à comprendre leurs attentes et motivations, et à saisir les freins de ceux qui ne participent pas (Blondiaux, 2003 ; Akrich et Méadel, 2007 ; Cefaï, 2007 ; Fromentin et Wojcik, 2008 ; Mazeaud et Talpin, 2010). La notion de « participation » fait ici référence à celle de démocratie participative dont les contours diffèrent selon les acteurs qui l'emploient. Elle peut être définie de manière extensive comme « l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs qui favorisent l'implication directe des citoyens dans le gouvernement des affaires publiques » (Rui, 2013). Lorsqu'il est question de dispositif numérique, nous observons par ailleurs un glissement sémantique dans l'analyse des dispositifs participatifs. En effet, l'adjectif « contributif » est régulièrement employé pour décrire l'action réelle des usagers dans les dispositifs numériques, la participation se limitant souvent à une contribution ponctuelle, l'ajout d'un avis ou d'un commentaire, le tout sans réelle délibération.

Premièrement, des enquêtes ont tenté de définir des figures de citoyens, de ceux souhaitant plutôt une démocratie « furtive » à ceux préférant une démocratie « participative » (Gourgues et al., 2021). A la suite d'autres travaux à l'échelle internationale, une enquête a mis en évidence « l'importance de la défiance vis-à-vis des élus et des partis politiques, mais aussi le poids des propriétés sociales et du degré d'engagement dans le rapport au politique. » (Gourgues et al., 2021, §11). Deuxièmement, sur le territoire français, des études portent sur les publics de dispositifs participatifs en présentiel, que ce soient des Conseils de Quartier ou bien des concertations réglementaires ou volontaires (Humain-Lamoure, 2015 ; Gourgues, 2018). Les acteurs à l'initiative de ces dispositifs participatifs ont également une bonne connaissance de ces publics qu'ils côtoient régulièrement et avec lesquels ils échangent. Cette proximité et cette connaissance sont moindres voire quasi inexistantes dans le cadre des dispositifs numériques institutionnels. Notre enquête a justement pour objectif de mettre au jour les caractéristiques de ces publics en ligne répondant à des consultations numériques lors de concertations citoyennes. Troisièmement, d'autres travaux ont permis de mieux connaître les acteurs des mobilisations sur des espaces non institutionnels comme les réseaux socio-numériques, de comprendre de quelles manières ils se fédèrent et comment cet engagement s'inscrit dans des trajectoires personnelles et des collectifs (Sedda, 2015 ; Mabi, 2019 ; Manirakiza, 2020). Des recherches analysent également les fonctionnements des plateformes de pétitionnement et les modalités de la mobilisation citoyenne pour une cause (Contamin, et al., 2020). Enfin, de nombreux travaux ont porté sur l'étude des budgets participatifs menés par des villes à la suite de l'expérimentation réussie de Porto Alegre en 1989 (Douay, 2016 ; van der

Does & Bos, 2021). La plateforme Digidem a également donné lieu à des recherches du fait de son caractère *open source* et libre, supporté par une municipalité, celle de Barcelone, et depuis choisie par de nombreuses institutions à travers le monde pour outiller les démarches de démocratie participative (Aitamurto, 2020 ; Mabi, 2021). Ainsi l'enquête menée auprès des agents publics barcelonais en charge de la plateforme a-t-elle permis de questionner l'importance d'un tel dispositif dans la mise en œuvre d'une démocratie participative. Il apparaît alors que l'accent a été mis sur le recueil des propositions, l'organisation de l'information et la transparence des procédures plutôt que sur la délibération et sur le transfert de souveraineté vers les citoyens (Borge, *et al.*, 2022) En revanche, peu d'études permettent de documenter les publics des consultations en ligne (en excluant les budgets participatifs) déployés par une institution publique et leurs pratiques citoyennes et numériques, alors même que toutes les strates du millefeuille administratif français en sont équipées (Laurent, 2021).

Ainsi, nous avons souhaité comprendre les modalités de la participation numérique et de l'engagement des habitants sur des plateformes numériques institutionnelles et identifier les obstacles techniques, sociaux et symboliques à la participation numérique. En effet, s'il est possible de réaliser des analyses statistiques des navigations sur les plateformes numériques ou de s'appuyer sur la provenance régionale des contributeurs (Bennani *et al.*, 2020), les données peu qualitatives disponibles via l'analytics de la plateforme ne donnent pas la possibilité de connaître les profils des usagers et les motivations qui ont prévalu à leurs choix. De plus, les données récoltées à l'inscription sur ce type de plateforme participative sont très succinctes (pour exemple, pour celle déployée par Grenoble Alpes Métropole seuls les noms ou pseudos et adresses emails sont demandés) et n'apportent pas non plus d'informations sur les usagers inscrits (l'inscription est ici obligatoire pour contribuer aux consultations mais pas pour consulter le site web).

L'objectif était donc d'analyser les dispositifs de concertation à l'aune de leurs usages sociaux, évitant ainsi les approches technicistes et favorisant la prise de distance critique vis-à-vis des discours qui les accompagnent. La première étape de notre méthodologie a consisté à réaliser une analyse socio-sémiotique de la plateforme numérique. Notre approche a pris en compte la matérialité des dispositifs, leur design et affordances, envisagée comme contraignant fortement la participation (Mabi, 2013 ; Badouard, 2014 ; Cambone, 2019). C'est ainsi que nous avons commencé par son analyse sémiotique (Bonaccorsi, 2013 ; Jeanneret, 2019) afin de porter une attention particulière à la question du cadrage de la participation (Laurent *et al.*, 2018).

Par la suite, nous avons réalisé des entretiens avec les concepteurs de l'outil ainsi qu'avec les administrateurs et agents de la métropole l'utilisant au quotidien. Ces entretiens ont donné la possibilité de mesurer la pénétration des discours d'escorte de ces techniques chez les usagers. Nous verrons que nos enquêtés démontrent une grande capacité de prise de distance critique vis-à-vis de ces discours et font preuve d'une posture réflexive sur leurs pratiques numériques dans un contexte de concertation.

L'enquête s'est ensuite déroulée en deux phases. Dans un premier temps, nous avons proposé une enquête quantitative par questionnaire envoyé par le biais de la newsletter et des comptes sur les réseaux sociaux numériques de la métropole et par mailing aux participants de trois opérations de concertation (PLUI, réaménagement du parc Jean Verlhac, ateliers sobriété) ainsi qu'aux membres des instances participatives. Ainsi, nous avons obtenu des réponses d'utilisateurs et de non-utilisateurs de la plateforme numérique. La concertation mise en œuvre dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de 2015-2019 répond à de fortes contraintes réglementaires, définissant différentes phases de consultation (enquêtes publiques, concertations volontaires, délibérations, *etc.*). La consultation accompagnant le réaménagement du parc Jean Verlhac s'est tenue en 2020 et articulait des ateliers en

présentiel avec des temps de contribution en ligne. Enfin, les ateliers « sobriété »⁶ se sont tous réalisés à distance, pendant les confinements de 2020. Dès lors, plateforme numérique a joué un rôle majeur pour le maintien des réunions de concertation. L'ensemble de ces opérations illustre la variété des modalités de recours à la plateforme numérique.

Le questionnaire, d'une durée de quinze minutes environ, était organisé en six thématiques.

1. L'utilisation qu'ils faisaient de la plateforme participation.lametro.fr
2. Leurs suggestions d'amélioration de la plateforme en s'inspirant d'autres démarches ou outils connus
3. Leurs usages numériques
4. Leurs pratiques citoyennes
5. Une thématique portant sur les concertations auxquelles ils avaient participé
6. Les données socio-démographiques

La dernière question permettait de récolter les coordonnées des personnes désirant poursuivre les échanges lors d'un entretien. Seuls des individus particulièrement engagés dans la vie citoyenne locale se sont prêtés à l'exercice. Lors des entretiens approfondis et peu dirigés d'une durée supérieure à une heure trente, nous avons demandé aux enquêtés de se présenter, et d'exposer leur engagement et leurs pratiques numériques. Ils avaient la possibilité de manipuler la plateforme et de commenter leur navigation en se remémorant leurs utilisations précédentes, l'outil devenant prétexte à aborder les thématiques de l'entretien.

La plateforme participative numérique : une opportunité pour mieux connaître les publics de la participation

Cette plateforme, mise en ligne en 2016, fonctionne sur le principe d'une marque blanche développée par Cap Collectif et qui a été personnalisée selon les objectifs de l'axe « participation » de la métropole. Elle est utilisée lors de l'ensemble des concertations réglementaires et volontaires mises en œuvre par la métropole, en complément des autres dispositifs de concertation proposés.

6. Ces ateliers organisés par la Métropole de Grenoble portaient sur la thématique de la sobriété numérique.



Figure 1 : Projet « Réaménagement du parc Jean Verlhac », capture d'écran⁷

L'analyse sémiotique met en évidence trois objectifs principaux. Premièrement, elle est une plateforme « ressource » sur laquelle les internautes trouvent de la documentation sur les projets soumis à la concertation (documents techniques, avis de concertation, calendriers, description des instances, délibérations, etc.). Si l'on peut apprécier la disponibilité de ces documents, leur technicité et la faible médiation documentaire constituent souvent une limite à leur consultation. Deuxièmement, elle embrasse un objectif pédagogique en communiquant sur les rôles et enjeux de la participation des habitants et notamment sur les différentes modalités de consultations proposées (consultations, concertations, enquêtes publiques, etc.). Mais le cadre légal des consultations est souvent mal approprié par les participants qui n'y portent pas un intérêt important. Troisièmement, la plateforme offre des fonctionnalités contributives (dépôt d'avis, votes, commentaires, etc.). Les contributions peuvent être recueillies lors d'une concertation réglementaire ou volontairement initiée par la collectivité territoriale, comme c'est le cas de la phase « questionnaire » de la frise chronologique qui organise les différentes étapes de la concertation sur la plateforme (fig. 1). Les contributions peuvent également être déposées dans la rubrique « Interpellations citoyennes » sur tout sujet libre en dehors d'un projet porté par la collectivité territoriale. Nous observons ici une participation administrée par les instances publiques, dont la forme recueillie est plus proche des registres papiers disponibles en mairie que des ateliers participatifs souvent collaboratifs dont l'objectif est la construction collective d'un livrable. Ces contributions numériques répondent à une « démocratie individualiste », s'entendant comme la possibilité pour le plus grand nombre d'entrer dans le débat et d'exprimer une opinion, plutôt que la production d'une opinion majoritaire (Akrich, Méadel, 2007). Enfin, un système de vote et de commentaire est offert afin de permettre quelques échanges autour des contributions mais l'architexte (Jeanneret, Souchier, 2005) n'offre pas beaucoup plus d'échanges. Ainsi cette plateforme est-elle pleinement intégrée aux démarches de concertation, cependant elle fonctionne sur le principe du recueil des avis et de leur publication, permettant peu le débat et encourageant essentiellement une intervention individuelle. Pour autant, des collectifs se saisissent de l'outil pour exister dans l'espace

7. GrenobleAlpes Métropole, <https://participation.lametro.fr/consultation/reamenagement-du-parc-jean-verlhac/presentation/presentation-du-projet>, consulté le 24 mars 2022.

public et être entendus par l'institution.

QUI SONT LES PARTICIPANTS EN LIGNE ? ENTRE ÉLARGISSEMENT ET SURREPRÉSENTATION DES PARTICIPANTS OMNIPRÉSENTS

Un élargissement du public permis par les plateformes numériques ?

Nombre de critiques soulignent la relative homogénéité des publics des ateliers de concertation ou des réunions publiques : de sexe masculin, retraités disposant d'un capital économique, culturel et social élevé (Humain-Lamoure, 2015 ; Gourgues, 2018). Les acteurs de l'axe « participation » de la métropole observent la présence d'habitants « omniprésents », c'est-à-dire utilisant tous les dispositifs à leur disposition (ateliers, réunions publiques, consultations en ligne, *etc.*) pour faire entendre leur voix. Alors même que les différentes collectivités territoriales ne disposent pas des mêmes compétences en matière de participation, une enquête récente réalisée par l'école urbaine de Sciences Po auprès d'agents des services participatifs des grandes villes, intercommunalités et métropoles de France a, encore une fois, mis en lumière les principaux publics éloignés des dispositifs participatifs (fig. 2) : toucher le « jeune » des classes populaires avec enfants représente un objectif difficilement atteignable.

► Quels groupes estimez-vous avoir du mal à inclure au sein de ces démarches ?

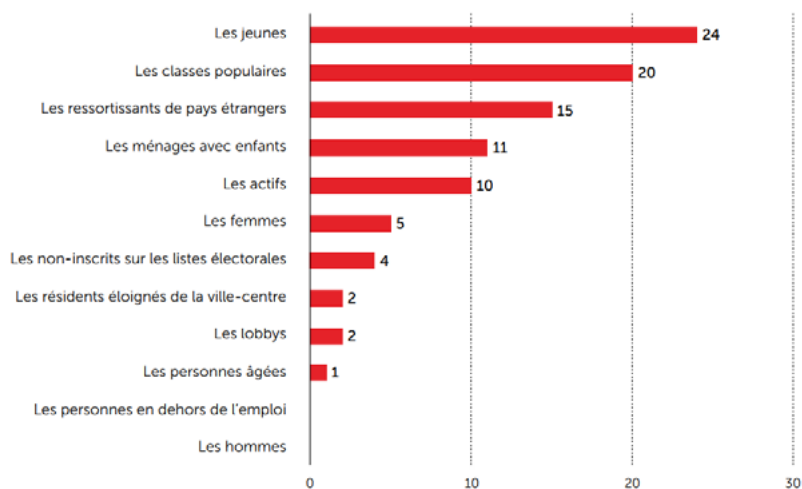


Figure 2 : Quels groupes estimez-vous avoir du mal à inclure au sein des démarches participatives ?⁸

Comme nous l'avons vu plus avant, les discours d'accompagnement des dispositifs numériques, qu'ils soient ceux d'acteurs publics locaux ou nationaux ou d'acteurs privés, promeuvent un élargissement des publics de la participation permettant de répondre à l'objectif de représentativité des démarches participatives. Ces discours sont repris par des agents du service participatif de la métropole grenobloise :

8. SciencesPo, école urbaine, 2018-2019, *La participation citoyenne à l'échelle des grandes villes, grandes intercommunalités et métropoles*, Etude menée pour France Urbaine. France Urbaine est une association regroupant des métropoles, grandes villes, communautés urbaines dont l'objectif est de fédérer des « alliances de territoires ».

« Parce que l'intérêt du numérique, c'est de pouvoir travailler plus en largeur avec des publics qui vont être différents et aussi plus en profondeur, parce qu'on peut mettre à disposition beaucoup plus de ressources qui vont permettre aux citoyens d'avoir une mine d'informations qui va leur permettre de déposer des avis et des expressions à la lumière de toute cette information qu'on va pouvoir leur apporter, c'est important pour aller au fond des sujets et pas rester sur de l'expression. Et oui, en largeur, parce que finalement, on va toucher d'autres publics qu'on n'arrive pas à toucher, avec des démarches en présentiel, c'est à dire par exemple un public jeune qui a l'habitude d'utiliser des plateformes et ce genre d'outil, un public de gens qui ont juste pas le temps d'aller à des réunions publiques le soir. » (Agent axe participation, Grenoble Alpes Métropole)

Les différents agents interrogés conçoivent ces publics en ligne comme étant plus jeunes que ceux participant aux réunions de concertation en présentiel, et plus connectés. La dimension géographique est également souvent convoquée pour justifier le recours aux plateformes numériques, ce qui est particulièrement vrai pour les habitants d'une métropole telle que celle de Grenoble dont certains territoires se situent sur des plateaux, parfois à une heure de la ville centre (même si les ateliers peuvent avoir lieu en divers points de la métropole).

Pour l'analyse de l'usage de cette plateforme, nous avons interrogé plus largement un public aguerrri à la participation citoyenne à l'échelle locale. Ainsi, sur les 119 répondants au questionnaire, 72 connaissaient la plateforme et 51 l'utilisaient.

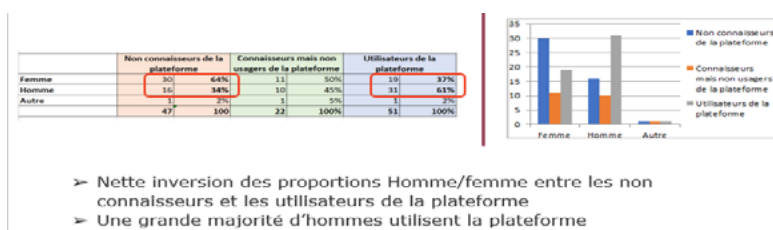


Figure 3 : Sexe des enquêtés (Source : autrice)

Nous observons sur la figure 3 une nette inversion des proportions homme/femme entre les non-connaisseurs et les utilisateurs de la plateforme : une grande majorité d'hommes utilisent la plateforme, c'est-à-dire qu'ils documentent ou y postent des avis. Cela rejoint les observations réalisées *in situ* des publics assistant aux dispositifs de concertation en présentiel où l'on constate souvent une majorité d'hommes présents⁹. Quant à la question de l'âge (fig. 4), notre enquête met en évidence une variété d'utilisateurs, avec une grande majorité des répondants ayant entre 26 et 75 ans, et dont les principaux utilisateurs ont entre 46 et 55 ans. Toutefois, 1/5 des répondants a plus de 65 ans et ils sont encore 1/5 à avoir entre 56 et 65 ans. Par ailleurs, 27% déclarent être retraités. Dès lors, nous observons un certain rajeunissement de la population en ligne sans pour autant démontrer que cette plateforme numérique est utilisée par les jeunes majeurs, alors même que les sujets soumis aux concertations étudiées s'adressaient à des populations variées, le parc Jean Verlhac étant par exemple très fréquenté par les familles et situé dans l'un des quartiers relevant de la politique de la ville de Grenoble.

9. Observations réalisées sur la même période que l'enquête lors de la participation à plusieurs concertations organisées par Grenoble Alpes Métropole.

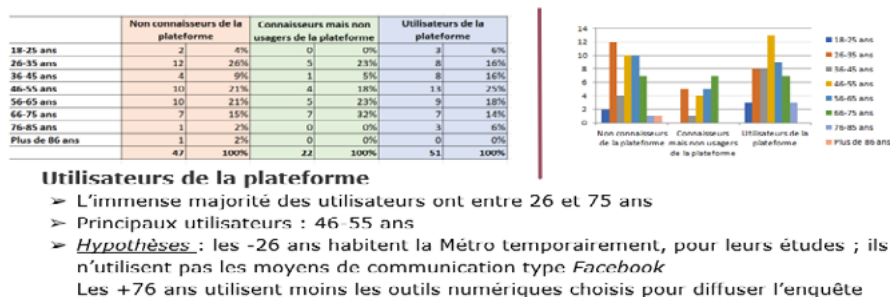


Figure 4 : Âge des enquêtés (Source : autrice)

Deux conclusions peuvent être tirées de ce constat. La première est que les « seniors » de notre enquête (considérons ici les plus de 66 ans) utilisent fréquemment les outils numériques. Ils se sentent à l'aise avec les dispositifs numériques (33% des répondants se sentent plutôt à l'aise et environ 50% complètement à l'aise) et en ont une utilisation très variée, de la consultation des réseaux sociaux aux démarches administratives. L'analyse de leurs pratiques numériques et des données socio-démographiques obtenues conduit à l'hypothèse que ces seniors connectés bénéficient d'un capital économique, culturel et social élevé. La deuxième vient nuancer l'aspiration à un public de participants en ligne plus large et plus jeune. Si l'on observe une grande variété dans l'âge des répondants (donc un public plus large), nous n'observons pas une grande participation des « jeunes ». En effet, les moins de 35 ans ne représentent qu'un quart des répondants et les moins de 25 ans à peine 6% (fig. 4), alors même que 59 000 des 450 000 habitants de la métropole sont étudiants¹⁰. Il apparaît que les outils numériques ne paraissent pas suffisants pour susciter la participation des jeunes dans des démarches de concertation territoriale. Cette remarque déjà documentée vient encore une fois contredire les discours d'accompagnement des promoteurs de la participation en ligne. En revanche, il apparaît que les actifs représentent plus de 60% des utilisateurs de la plateforme et l'on arrive à plus de 70% si l'on ajoute les personnes en recherche d'emploi. Ainsi, la grande majorité des répondants sont des actifs en milieu de carrière, portion de la population assez peu présente dans les réunions de concertation *in situ*. En effet, 40% des utilisateurs de la plateforme ne participent pas aux ateliers ou réunions publiques. Le graphique 5 montre un léger rajeunissement de la population utilisant la plateforme sans participer aux concertations en présentiel, alors que les plus âgés vont l'utiliser en parallèle d'une présence lors des ateliers ou réunions publiques.

10. Université Grenoble Alpes, <https://www.univ-grenoble-alpes.fr/universite/chiffres-cles-et-classements/chiffres-cles-et-classements-837500.kjsp>, consulté le 23/02/2023

	Utilisent la PF mais ne font pas de concertation (n=13)		Utilisent la PF et font des concertations (n=37)	
18-25 ans	2	16%	1	3%
26-35 ans	1	7%	7	19%
36-45 ans	3	23%	5	14%
46-55 ans	4	31%	9	24%
56-65 ans	2	16%	7	19%
66-75 ans	0	0%	7	19%
76-85 ans	1	7%	7	19%
Plus de 86 ans	0	0%	1	3%
Hommes	7	54%	23	62%
Femmes	6	46%	13	35%
Autre			1	3%

Figure 5 : Âge et sexe des utilisateurs participant ou non aux dispositifs de concertations¹¹ (Source : autrice)

Sur ce point, la plateforme participative semble offrir la possibilité à une nouvelle frange de la population de s'exprimer. Nous n'observons pas de particularité dans la fréquence d'usage de la plateforme chez ces deux sous-populations : certains individus l'ont utilisée une fois ou environ une fois par an, d'autres l'utilisent à plusieurs reprises pour une même concertation, ou pour plusieurs opérations de concertation. Le critère de participation à ces dernières en présentiel ne paraît pas discriminant dans la fréquence d'usage de la plateforme numérique institutionnelle.

Un renforcement du pouvoir d'expression des individus familiers de la participation

Les 2/3 des utilisateurs de la plateforme numérique se déclarent familiers de la participation citoyenne. Ils sont 64% à suivre les actualités du service participation de la métropole (newsletters, médias sociaux, magazine de la métropole), et sont 59% à avoir également participé à des concertations en présentiel. Enfin, 25% d'entre eux sont membres d'instances participatives institutionnelles à l'échelle locale, municipale ou métropolitaine (conseil de quartier, Conseil de développement de la métropole, Comité déchet, etc.) (fig. 6). Ces fortes proportions s'expliquent par nos méthodes de diffusion de l'enquête (principalement auprès des personnes inscrites aux différents outils de communication de l'axe participation de Grenoble Alpes Métropole). Quant à leur fréquence d'usage, ils sont 57% à l'utiliser au moins une fois tous les deux mois, ce qui marque ici un engagement régulier dans la participation citoyenne, quelques soient les sujets mis en concertation. En effet, 55% de ces 29 participants récurrents ont utilisé le dispositif numérique dans le cadre de plusieurs opérations de concertation. Nous retrouvons ici la figure du participant omniprésent, utilisant tous les moyens institutionnels (numériques et non numériques) qui lui sont proposés pour s'exprimer. Pour ces individus sensibilisés à la participation, connaisseurs des fonctionnements des

11. Un répondant a répondu « ne sait pas ».

collectivités territoriales et participant pour beaucoup aux autres dispositifs de concertation, la plateforme numérique favorise un renforcement de leur pouvoir d'expression.

		Non connaisseurs de la plateforme (n=47)		Connaisseurs mais non usagers de la plateforme (n=22)		Utilisateurs de la plateforme (n=51)	
Êtes-vous familier avec la participation citoyenne ?	OUI	28	60%	12	55%*	34	67%
	NON	19	40%	10	45%	17	33%
Êtes-vous membre d'une instance de participation citoyenne ?	OUI	9	19%	6	27%*	13	25%
	NON	35	75%	16	73%	31	60%
	Je ne sais pas	3	6%	0	0%	6	11%

➤ Les utilisateurs de la plateforme sont un peu plus familiers de la participation citoyenne que les non connaisseurs. Ils sont également plus nombreux à appartenir à des instances citoyennes.
* On observe une incohérence entre l'implication des connaisseurs non utilisateurs et leur niveau de familiarité avec la participation citoyenne. Cela est dû au fait que la première réponse était déclarative et la 2e factuelle

Figure 6 : Les pratiques citoyennes des enquêtés (Source : autrice)

Les entretiens réalisés corroborent ces résultats comme le montrent ces exemples. L'une des enquêtées est membre actif d'une Maison des Habitants, impliquée depuis longtemps dans les projets d'aménagement de son quartier plutôt populaire. Titulaire d'un doctorat en sociologie dans les années 1970, elle connaît les acteurs de l'urbanisme et de la concertation de l'ère grenobloise, les côtoie directement, assiste à la plupart des concertations et tente de mobiliser les habitants du quartier. Elle a saisi l'opportunité de la plateforme numérique pour exprimer ses souhaits et a diffusé largement la consultation numérique autour du projet d'aménagement du parc Jean Verlhac. Elle a, par ailleurs, rencontré de réelles difficultés d'accès du fait d'une faible connaissance du fonctionnement des comptes utilisateurs sur les plateformes numériques. En effet, les membres de cette association de quartier n'avaient pas compris qu'ils devaient utiliser chaque fois le même compte pour toutes les opérations de concertation utilisant les dispositifs numériques, alors qu'ils tentaient d'en créer un nouveau à partir de la même adresse email. Ces difficultés ont été vécues comme une réelle entrave à la participation. La proximité des adhérents avec les agents de la métropole leur a permis de résoudre leur problème mais d'autres habitants ont dû éprouver les mêmes difficultés sans trouver de soutien pour les résoudre. Notre deuxième exemple est un jeune retraité, membre du Conseil de développement¹² de la métropole. Il est très concerné par les questions de mobilité, connaît bien le fonctionnement et les compétences des communes par rapport à la métropole, identifie précisément les différents acteurs institutionnels en présence notamment sur les questions d'aménagement et de mobilité. Ces deux enquêtés ont une posture réflexive sur la participation citoyenne, ses enjeux et opportunités, ses limites et difficultés. Ils reproduisent cependant le discours d'escorte des dispositifs numériques, espérant un élargissement de la participation par ce biais. Il existe donc une complémentarité des dispositifs de concertation proposés par la collectivité, 59% des utilisateurs de la plateforme ayant déjà participé à des réunions ou ateliers participatifs, renforçant le sentiment que les outils numériques participent du renforcement du pouvoir d'expression et d'agir d'individus familiers de la participation.

PUBLICS D'UNE DÉMOCRATIE CONTRIBUTIVE OU DÉLIBÉRATIVE ?

Dans cette dernière partie, nous abordons la vision du public tel qu'il est proposé sur cette

12. Le « conseil de développement » est un dispositif apparu dans deux lois françaises (les Lois Voynet du 25 juin 1999 et Chevènement du 12 juillet 1999) pour instituer un espace de débat à la croisée du développement durable et de la démocratie participative au niveau intercommunal. (Faure, 2013)

plateforme et la manière dont nos enquêtés vivent leur engagement en ligne.

Si la plateforme propose principalement des fonctionnalités contributives permettant peu d'échanges entre les contributeurs (en dehors des commentaires et des votes), cette critique est peu notée lors des entretiens et dans les réponses aux questions ouvertes du questionnaire concernant les propositions d'amélioration ou les limites et obstacles à la participation. Les modalités de commentaire et de votes, généralisées sur les médias numériques, semblent satisfaisantes. Ce résultat pourrait être perçu comme allant à l'encontre des critiques adressées à ces plateformes numériques qui favorisent une démocratie plutôt contributive que réellement délibérative. Les entretiens et l'analyse de l'engagement des enquêtés nous ont permis de mieux comprendre ce résultat.

Tout d'abord, nous l'avons vu plus haut, nombre d'enquêtés ont déjà participé à des ateliers ou à des réunions publiques dans lesquelles la dimension collective est favorisée, dans un objectif de collaboration voire de co-construction des propositions avec les décideurs politiques. Ainsi, leurs contributions sur la plateforme numérique sont enrichies par des échanges collectifs. Deux stratégies de contribution ont été observées : la première consiste à apporter un élément nouveau qui n'aurait pas été abordé pendant les ateliers, la seconde à synthétiser une idée forte qui tient à cœur à l'habitant et qu'il souhaite médiatiser sur la plateforme, en espérant également susciter des réactions. Dans le cas de certaines démarches de concertation, l'objectif des ateliers est de directement alimenter la plateforme participative. Par exemple, lors des concertations réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) dans la métropole grenobloise, l'outil Carticipe (maintenant appelé Débatomap) a été choisi pour outiller numériquement la participation. Cet outil fonctionne sur le principe d'un fond de carte Google Maps sur lequel les individus sont invités à déposer des avis localisés, avis qui peuvent être commentés, partagés ou faire l'objet d'un vote. L'objectif des ateliers en ligne était que chaque groupe de participants arrive à produire un maximum de quatre propositions à déposer ensuite sur la plateforme. Dans ce cas, la dimension collective de la contribution était recherchée. Evidemment, d'autres habitants ont simplement saisi l'opportunité de déposer un avis sur un sujet particulier, et ce, dans une démarche individuelle.

Pour d'autres, les avis déposés sont l'objet de réflexions collectives, synthétisées et médiatisées sur la plateforme numérique. C'est notamment le cas avec notre première enquêtée qui, dans le cadre de son activité bénévole, a recueilli des avis construits collectivement lors de réunions des membres de l'association qu'elle préside (et donc en dehors des dispositifs de concertation proposés par la collectivité) et souhaitait les communiquer aux instances décisionnelles. Cette personne a compris la place jouée par la plateforme numérique dans les bilans de concertation. En effet, ces derniers compilent l'ensemble des avis émis, les avis écrits étant plus justement retranscrits que ceux soumis au cours d'échanges lors d'un atelier qui sont souvent synthétisés et reformulés *a posteriori* car faisant l'objet d'une prise de notes. Ainsi, ces avis certes déposés de manière individuelle sont le fruit de collectifs plus ou moins institués mais existants. *Il n'est* d'ailleurs pas rare que des avis soient déposés au nom de collectifs, tels que des associations de quartier ou des collectifs formés en opposition à un projet.

Enfin, il est à noter l'importance de l'engagement citoyen des enquêtés, au-delà des questions posées dans les dispositifs participatifs. En effet, la plupart des répondants sont engagés dans des associations locales, culturelles et caritatives (seules 19 personnes sur 119 ne sont ni engagées ni adhérentes à une association ou une cause) mais nous n'observons pas de différence notable entre les utilisateurs de la plateforme et les non-utilisateurs. Ils sont en revanche peu nombreux à être membres d'un parti politique ou impliqués dans la vie politique. Ainsi, l'engagement collectif leur permet des échanges qui, on peut le supposer, nourrissent leurs réflexions et potentielles contributions sur la plateforme. Cet élément corrobore les résultats précédemment énoncés. En effet, notre troisième

enquêtée est une personne très engagée dans des associations locales, présidente de l'une d'entre elles. Son engagement militant l'amène à être consultée régulièrement par les agents des services participatifs et à intervenir dans différents ateliers (en tant que représentante de l'association consultée et non en tant qu'experte). Elle a donc tout naturellement répondu à notre enquête et s'est portée volontaire pour l'entretien alors même qu'elle n'utilise pas la plateforme. Dans ce cas aussi, nous avons affaire à une participante omniprésente qui saisit toutes les opportunités qui lui sont offertes pour faire entendre sa voix.

Certes l'outil semble, dans les fonctionnalités qu'il offre, proposer une individualisation de la participation, rendant les échanges entre contributeurs peu riches, mais il est à noter différentes stratégies de médiatisation de la parole de collectifs, à côté de contributions postées à titre individuel. Pour autant, nous n'en déduisons pas que les dispositifs numériques ont modifié les façons de construire du collectif comme cela a pu être observé pour des mobilisations s'appuyant sur les réseaux socio-numériques. Au contraire, nous remarquons que des collectifs locaux déjà existants se sont emparés des plateformes numériques participatives institutionnelles pour médiatiser leurs causes, comme ils le faisaient et continuent de le faire au sein des dispositifs de concertation *in situ*. Les enquêtes menées auprès des collectifs militant sur les réseaux socio-numériques ou auprès des grandes associations dans le cadre de consultations nationales montrent ce même investissement dans ceux-ci.

Pour finir, nous souhaiterions revenir sur le poids donné aux contributions en ligne au sein des bilans de concertation. En effet, les entretiens menés avec plusieurs agents du service participation et avec des agences d'ingénierie de la participation ont montré combien les avis déposés sur les registres papier ou en ligne étaient minorés dans les bilans de concertation puisque relevant de « l'avis personnel », alors que les contributions issues des ateliers sont valorisées car étant le fruit d'échanges ayant permis des délibérations et compromis. Ainsi, les efforts de ces collectifs pour construire un argumentaire en dehors des espaces institutionnels d'échange voient leur avis minoré car « simplement reporté » sur une plateforme numérique. Cela pose la question de l'engagement et du poids des espaces non institutionnels d'expression et de délibération (qu'ils soient numériques ou non) au sein de nos démocraties locales.

CONCLUSION

Cette recherche a permis de mieux connaître les usagers des plateformes numériques contributives proposées par des collectivités territoriales, leurs pratiques citoyennes et numériques et la manière dont ils investissent ces plateformes.

Notre méthodologie articulant analyse sémiotique de la plateforme, enquête par questionnaire suivie d'entretiens approfondis a favorisé une analyse portant sur la posture des habitants d'une métropole vis-à-vis des outils numériques dans des contextes de participation. Ainsi, les individus avec les pratiques numériques les plus diversifiées et disposant de bonnes connaissances des plateformes participatives en général étaient plus critiques vis-à-vis de l'outil que les individus les utilisant moins. Toutefois, des difficultés techniques d'utilisation peuvent être appréhendées comme de véritables entraves à la participation.

Dans un second temps, nous avons dressé le portrait des utilisateurs de cette plateforme. Si le public est plus jeune que celui se rendant classiquement aux réunions de concertation, les jeunes adultes participent peu sur cet outil numérique. L'essentiel des utilisateurs correspond à des actifs en milieu de carrière, plutôt de sexe masculin. L'élargissement de la participation est donc attesté mais ne concerne pas une population jeune. De plus, les portraits réalisés indiquent que nombre de ces participants en ligne sont d'ores et déjà

des participants aux réunions de concertation. Ils connaissent les institutions locales, leurs fonctionnements, sont informés des différentes démarches participatives proposées et ils y assistent. Ainsi ces dispositifs renforcent-ils en partie le pouvoir de ceux qui en avaient déjà, même s'il ne faut pas négliger tous ceux qui n'auraient pas participé sans l'outil numérique. Enfin, nous avons analysé la manière dont les contributions étaient ou n'étaient pas le produit de collectifs. Il est apparu qu'ici aussi, aux côtés des contributions individuelles, de nombreuses autres étaient publiées à la suite ou à l'occasion d'échanges collectifs, plus ou moins institutionnalisés. Encore une fois, ce n'est pas la matérialité de l'outil (numérique ou non) mais bien les objectifs des concertations proposées qui sont à analyser afin de comprendre les enjeux participatifs dans le cadre des dispositifs numériques, sans oublier de porter attention à la manière dont les individus, de manière collective ou individuelle, se saisissent des opportunités offertes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aitamurto, Tanja (2020), « La production participative dans l'élaboration des politiques publiques », *Pouvoirs*, vol. 4, n°175, p. 89-100.

Akrich, Madeleine, Méadel, Cécile (2007), « De l'interaction à l'engagement : les collectifs électroniques, nouveaux militants de la santé », *Hermès La Revue*, n°47, p. 145-153.

Autissier, David ; Debrosse, Denis ; Lehmann, Valérie ; Metais-Wiersch, Emily, (2019). *Démocratie participative digitale*, Paris : EMS Editions.

Badouard, Romain (2014), « La mise en technologie des projets politiques. Une approche «orientée design» de la participation en ligne », *Participations*, vol. 1, n°8, p. 31-54.

Bennani, Hamza ; Gandré, Pauline ; Monnery, Benjamin (2020), « Les déterminants locaux de la participation numérique au Grand Débat National : une analyse économétrique », *Revue économique*, vol 71, p. 715-737.

Beuret, Jean-Eudes (2013), « Concertation (démarche de) », in Casillo Ilaria, Barbier Rémi, Blondiaux Loïc, Chateauraynaud Francis, Fourniau Jean-Michel, Lefebvre Rémi, Neveu Catherine, Salles Denis (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (1ère édition). GIS Démocratie et Participation*. <https://www.dicopart.fr/concertation-demarche-de-2013>

Blondiaux, Loïc (2003), « Publics imaginés et publics réels : la sollicitation des habitants dans les politiques locales (p. 313-325), in Cefaï, Daniel, Pasquier, Dominique (dir), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris : PUF.

Bonaccorsi, Julia (2013), « Approches sémiologiques du web ». In Barats Christine. *Manuel d'analyse du web en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Colin. p. 125-141.

Borge, Rosa ; Balcells, Joan ; Padró-Solanet, Albert, (2022). « Democratic Disruption or Continuity? Analysis of the Decidim Platform in Catalan Municipalities ». *American Behavioral Scientist*, [en ligne], consulté le 19 septembre 2022, <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/00027642221092798>

Bouquillion, Philippe, Jacob T. Matthews, (2010), *Le web collaboratif, mutations des industries de la culture et de la communication*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Cambone, Marie, (2019), « La cartographie participative au service des projets urbains : le dispositif Carticipe », *Interfaces numériques*, vol. 8, n°3.

Céfaï, Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris : Ed. de la Découverte.

Contamin, Jean-Gabriel ; Kies, Raphaël ; Paye, Olivier ; Pilet Jean-Benoit, (2020), « Le péditionnement en ligne », *Participations*, vol 3, n°28, p. 7-202.

Does, Ramon van der ; Bos, David, (2021). « What Can Make Online Government Platforms Inclusive and Deliberative? A Reflection on Online Participatory Budgeting in Duinoord, The Hague ». *Journal of Deliberative Democracy*, n° 17(1), p. 48-55.

Douay, Nicolas ; Prévot, Maryvonne, (2015), *Reconfiguration des pratiques participatives*, Paris : Presses des Mines.

Douay, Nicolas (2016), « La numérisation des dispositifs de participation de la Mairie de Paris. Le cas du budget participatif et de la plateforme « Madame la Maire, j'ai une idée ! » », *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, n°30-3/4, p. 249-280.

Faure, Alain, (2013), « Conseil de développement », in Casillo Ilaria, Barbier Rémi, Blondiaux Loïc, Chateauraynaud Francis, Fourniau Jean-Michel, Lefebvre Rémi, Neveu Catherine, Salles Denis (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (1ère édition). GIS Démocratie et Participation*. <https://www.dicopart.fr/conseil-de-developpement-2013>

Fromentin, Thomas ; Wojcik, Stéphanie, (2008), *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris : L'Harmattan.

Gourgues, Guillaume (2018), « Participation : trajectoire d'une dépolitisation », *Revue Projet*, vol. 2, n°363, p. 21-28.

Gourgues *et al.*, (2021), « Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique », *Sociologie*, vol. 12, n°1, p. 1-19.

Humain-Lamoure, Anne-Lise (2015), « Une nouvelle étape pour la démocratie ? » *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, vol. 9, n°40, p. 8.

Jeanneret, Yves ; Souchier, Emmanuel (2005), « L'énonciation éditoriale dans les écrits d'écran », *Communication et langages*, n°145, p. 3-15.

Jeanneret, Yves, (2019), « Recourir à la démarche sémio-communicationnelle dans l'analyse des médias », in LAFON, B. *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*. Fontaine : Presses universitaires de Grenoble, p. 105-135.

Laurent, Victoria ; Badouard, Romain ; Mabi, Clément ; Méadel, Cécile ; Sire, Guillaume, (2018), « Les outils numériques gouvernementaux au service de la loi: le design de la plateforme République numérique », *Terminal [en ligne]*, <https://journals.openedition.org/terminal/2071>

Laurent, Victoria (2021), « *Les citoyens auteurs de la loi* ». La consultation en ligne République numérique, une étude des médiations à l'œuvre dans le processus de construction de la loi, thèse de doctorat soutenue à Université Paris II – Panthéon Assas, sous la direction de Cécile Méadel et Romain Badouard.

Mabi, Clément (2013), « Inclusion des publics et matérialité des dispositifs participatifs », *Participations*, vol 7, n°3, p. 201-213.

Mabi, Clément, (2019), « La démocratie numérique au défi de la critique sociale en France », *Le Mouvement Social*, vol 3, n°268, p. 61-79.

Mabi, Clément (2021), « La «Civic Tech» et «la démocratie numérique» pour «ouvrir» la démocratie ? », *Réseaux*, n°225, p. 215-248.

Manirakiza, Désiré (2020), « *Les nouveaux espaces de la contestation ?* », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, n° 238, p. 271-301.

Mazaud, Alice ; Talpin, Julien (2010), « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, n°3, p. 357-374.

Mazaud, Alice ; Nonjon, Magali (2018), *Le marché de la démocratie participative*. Vulaines-sur-seines : Editions du Croquant.

Monnoyer-Smith, Laurence (2011), « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations*, n°1, p. 156-185.

Morozov, Evgeny (2014), *Pour tout résoudre, cliquez ici ! L'aberration du solutionnisme technologique*. Paris : Fyp.

Proulx, Serge, (2020), *La participation numérique : une injonction paradoxale*. Paris : Presses des Mines.

Rui, Sandrine (2013), « Démocratie participative ». in Casillo Ilaria, Barbier Rémi, Blondiaux Loïc, Chateauraynaud Francis, Fourniau Jean-Michel, Lefebvre Rémi, Neveu Catherine, Salles Denis (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (1ère édition)*. GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/democratie-et-participation-2013>

Sedda, Paola (2015), « L'internet contestataire. Comme pratique d'émancipation » *Les Cahiers du numérique*, Vol. 11, n°4, p. 25-52.